

ECHO-*flash*

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°286 – sep à déc 2019

En encart :
Plan départemental de
formation 2020

Pages A et B

Retraites :
La CGT à l'offensive

Pages 6 et 7

Brèves luttes :
Dans l'Allier

Pages 3 à 5

**Discrimination et harcèlement
La CGT ne laissera pas faire !**



Protéger, c'est prévenir !



Ce 26 novembre, jour de clôture de la rédaction de notre journal, nous nous situons au lendemain d'une grande mobilisation nationale à l'encontre des violences sexistes et sexuelles.

Malgré les 150 000 participant(e)s dans les différents cortèges organisés un peu partout en France, le 1er ministre ne prend pas la mesure de la mobilisation et continue la politique de saupoudrage en annonçant, à grand renfort de médias, des mesures déjà connues et précédemment actées.

Pas de nouveaux moyens financiers si ce n'est la reconduction des moyens de 2019 sur 2020, alors que nombre d'associations s'accordent à dire qu'il faudrait 1 milliard d'euros. Rien sur le travail où l'on sait qu'une femme sur cinq est victime de harcèlement sexuel, en plus de subir des inégalités salariales inadmissibles : le gouvernement se refusant de froisser le patronat.

La violence faite aux femmes, et plus généralement celle existant dans les couples, ne se résoudra pas seulement par des mesures d'accueil de celles et ceux qui en sont victimes.

Il faut traiter le mal à la racine et considérer les maux de la société qui conduisent à ces comportements intolérables et abjectes.

Il convient donc d'agir préventivement en faisant évoluer les mentalités sur l'égalité femme/homme dans et hors l'entreprise. L'éducation, dès la plus tendre enfance, est un levier essentiel.

Enfin, en pleine lutte pour le maintien et l'amélioration de notre système de retraite, alors que 40 % des femmes touchent une pension de retraite nette inférieure à 900 €, il y a là une cruelle injustice qui exige réparation, d'autant que la réforme à points aggraverait les inégalités.

Gisèle Bascoulergue,
membre de la direction de l'UD

Sommaire

- UNE :** Photo propriété UD
- P2 :** Editorial
- P3 à 5 :** Brèves luttes
- P6 et 7 :** Processus retraites
- P8 :** AG INDECOSA
- P9 :** - Stage « Animateur de syndicat »
- Pub
- P10 et 11 :** Formation syndicale
- P12 :** Interview
- PA et B :** Encart central : plan de formation 2020

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

Expression revendicative :

le ras-le-bol fait consensus !

Des urgences toujours en ébullition depuis le printemps :

Dans l'Allier, après Vichy, c'est au tour des urgences de Moulins d'entrer dans la danse en août. Le syndicat CGT du CH de Moulins/Yzeure lancera une pétition appelant le personnel paramédical à soutenir cette grève. Début octobre, à Vichy, les personnels des blocs opératoires, appuyés par le syndicat CGT du CH de Vichy, procéderont, eux aussi, à des débrayages symboliques.



Le 03 octobre 2019, à l'initiative de l'UD et l'USD Santé CGT 03, des personnels de santé, représentant une quinzaine d'établissements du département, se sont rassemblés devant l'antenne de l'Agence Régionale de Santé à Yzeure pour réclamer plus de moyens humains, du matériel, une amélioration des conditions de travail, et donc de prise en charge des patients. Après que les manifestants aient investi le hall d'accueil de l'ARS, une délégation sera reçue par l'Inspectrice de l'Action Sanitaire et Sociale.

Face à la gravité de la situation, à la dégradation constante des conditions de travail des personnels de santé et de qualité de prise en charge des citoyens, la CGT Santé et Action Sociale a appelé, le 14 novembre 2019, à

une journée de mobilisation nationale avec des actions dans tous les territoires.

Les pompiers du département voient rouge :

Inscrits plus largement dans un mouvement national de grève, initié fin juin, afin de dénoncer notamment la « mort du service public », les pompiers montluçonnais ont manifesté en cortège le 14 août 2019 pour montrer leur fort mécontentement, avec la ferme intention de rester mobilisés jusque fin octobre et participer à une manifestation nationale des pompiers, à Paris, le 16 octobre 2019.

MAGIC FORM Montluçon :

Une entreprise où les droits des salariés s'envolent comme par magie...

Après une première journée de grève, le 2 août dernier, d'une partie des salariés, pour cause d'attitudes vexatoires et de pressions exercées à leur rencontre par le patron de l'enseigne, ces derniers ont constitué, début août, un syndicat CGT afin de s'organiser et mieux se défendre. La situation ne s'arrangeant pas, de nouveau, ils seront en grève sur la journée du 26 septembre 2019. Un rassemblement devant l'enseigne, en soutien, sera organisé par l'UD CGT 03. Nous nous retrouverons encore jeudi 24 octobre au matin, devant cette

même enseigne, où deux des salariés, engagés dans la lutte pour le respect de leurs droits, placés en mesure conservatoire, étaient reçus pour entretien préalable avant licenciement.

L'affaire n'est pas finie puisque depuis les licenciements ont été prononcés. Mais la CGT et les salariés traduisent le patron « voyou » en justice et ne laisseront pas les licenciements abusifs et les discriminations sans réponses.

Du rifi dans les transports urbains moulinois :

Fin août, KEOLIS, nouveau prestataire en charge des transports urbains de l'agglomération moulinoise, présente sa nouvelle offre de services avec, à la clé, des suppressions d'arrêts et des modifications tarifaires qui vont à l'encontre des attentes des usagers. Ces derniers, soutenus par la CGT, se rassembleront et feront signer la pétition « Touche pas à mon bus » les 29 août et 18 septembre 2019. A l'appel de la CGT, les conducteurs de bus observeront des débrayages les 24 septembre et 16 octobre 2019 pour dénoncer, en parallèle, la dégradation de leurs conditions de travail en lien avec cette nouvelle organisation.



EN BREF

Les Finances Publiques ne sont pas en reste :

Lundi 16 septembre 2019, journée nationale d'action de grève à l'appel de la CGT, FO, Solidaires et CFDT contre le « plan Darmanin ». Dans l'Allier, 54,38% du personnel des Finances Publiques se mobilisent contre ce plan dont l'application entrainera, notamment, d'ici 2022, la fermeture de neuf des onze trésoreries

qui nous restent dans le département. Tout au long de cet automne, des rassemblements seront initiés par la CGT pour défendre nos trésoreries :

le 30 septembre à Bourbon l'Archambault, le 09 octobre au Montet, le 11 octobre à Commentry, le 12 octobre à Dompierre, le 02 novembre à St Pourçain sur Sioule, le 06 novembre à Montmarault, le 14 novembre à Cérilly...

Il y a de l'électricité dans l'air :

Le courant passe de plus en plus mal entre les salariés d'EDF, leur PDG et le gouvernement... Les agents EDF du département se sont largement mobilisés pour la défense du service public de l'électricité lors des journées d'action nationale de grève des 19 septembre et 17 octobre 2019 contre le « plan HERCULE », à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFE-CGC, FO et CFDT.

21 septembre 2019 : journée porte ouverte, à l'UL CGT Montluçon, dédiée aux assistantes maternelles et aux salarié(e)s travaillant dans le domaine des services à la personne.

24 septembre 2019 : la CGT organise une première journée d'action nationale interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites. Trois manifestations, en simultané, auront lieu respectivement dans les bassins d'emploi de Montluçon, Moulins et Vichy.

S'ensuivront l'organisation de demi-journées d'étude le 16 octobre 2019 à Moulins, le matin, puis à Montluçon, l'après-midi, pour que chaque militant CGT soit armé, s'empare du sujet et porte le débat autour de lui. Ce même soir, la CGT organisera un débat public, à Montluçon, afin d'informer les citoyens de ce qui les attend réellement s'ils laissent le gouvernement décider seul. D'autres débats publics seront programmés :

- Le 28 octobre 2019 à St Menoux ;
- Le 12 novembre 2019 à Vichy avec, auparavant, une demi-journée d'étude sur le sujet à l'attention des militants ;
- Le 21 novembre 2019 à Moulins, organisé par l'intersyndicale CGT, FO, FSU et Solidaires avec une salle bien remplie, fort des 200 participant(e)s
- Le 27 novembre 2019 à Gipy ;
- Le 28 novembre à Commentry...

Des retraités mobilisés plus que jamais !

Non contents d'être au côté des actifs pour combattre la future réforme des retraites voulue par le président Macron, les retraités, bien conscients que celle-ci les impactera également, n'oublie pas les mauvais coups que leur a déjà infligés le gouvernement. Aussi, continuent-ils de se mobiliser fortement.

Dans l'Allier, les retraités CGT se rassembleront le 11 septembre 2019 devant la Préfecture, à Moulins, où une délégation sera reçue par la Préfète. Début octobre, ils distribueront des tracts pour informer sur les enjeux de la réforme des retraites et manifesteront, à Moulins, dans le cadre de la journée d'action nationale du 08 octobre 2019 à l'initiative des Organisations Syndicales de Retraités.

Et pour recharger les batteries ? Rien ne vaut la traditionnelle journée champêtre, organisée par l'USR 03, le 10 octobre 2019, à St Sornin.

03 et 04 octobre 2019 : congrès du Syndicat Départemental FAPT-CGT. Une cinquantaine d'adhérents réunis sur deux jours pour débattre des événements en cours, élire une nouvelle Commission Exécutive et établir un plan de travail pour les trois années à venir.

Bras de fer à ADISSEO Commentry :

Depuis le 17 septembre 2019, les salariés d'ADISSEO à Commentry, usine classée SEVESO seuil haut, observent de multiples débrayages importants à l'appel de la CGT. Très mobilisés, ils s'opposent à un projet prévoyant notamment l'externalisation du poste de garde et la suppression de cinq pompiers



24 septembre à Montluçon

permanents sur le site. Sept semaines plus tard, les salariés sont toujours hostiles à cette réorganisation. La CGT appelle à un rassemblement interprofessionnel devant ADISSEO, vendredi 08 novembre 2019, à partir de 7h00.

31 octobre 2019 : négociations tendues dans le cadre des NAO chez PUIGRENIER Montluçon. A l'appel de la CGT et de FO, la quasi-totalité des 300 salariés que comptent les deux sites montluçonnois sont en grève et rassemblés, ce jour, devant leurs lieux de travail afin de faire entendre leurs revendications.

La marmite est en ébullition chez les cheminots :



Le 16 octobre 2019, en Champagne-Ardenne, un train régional percute un convoi exceptionnel. Seul à bord, le conducteur, sérieusement blessé, a dû gérer, à la fois, les tâches primordiales de sécurité qui lui incombent et les 70 voyageurs présents dans le train. Dans notre département, des trains circulent dans ces mêmes conditions. Usagers du train, nous pouvons tous être confrontés à une situation identique. Les cheminots, nationalement, ont donc fait valoir leur droit de retrait à compter du 17 octobre et des discussions, au niveau national et en régions, se sont engagées entre les OS représentatives et la SNCF durant tout le week-end. En Auvergne-Rhône-Alpes, le CSE TER, où la CGT est largement majoritaire déposera, en plus, un droit d'alerte.

En parallèle, nos cheminots de l'Allier s'engageront également dans une multitude d'actions pour dénoncer les choix irresponsables de la SNCF :



30 octobre 2019 : appel à la grève régional pour les services de l'Équipement avec rassemblement régional et interpellation de la Direction ;

31 octobre 2019 : rassemblement national pour la défense du FRET (transport des marchandises) ;

05 novembre 2019 : rassemblement national pour dénoncer la déshumanisation des gares (suppressions des guichets et des agents assurant l'accueil et la sécurité des voyageurs en gare) ;

19 novembre 2019 : rassemblement national des services de l'Équipement (entretien des lignes ferroviaires).

En route vers le 05 décembre 2019, nouvelle journée d'action nationale interprofessionnelle contre la réforme des retraites !

A l'heure où sont écrites ces lignes, la journée du 5 est encore dans « les tuyaux ».

Le Comité Confédéral National de la CGT, réuni les 05 et 06 novembre 2019, appelle l'ensemble des travailleurs, des privés d'emplois, des retraités et la jeunesse à se mobiliser par la grève et la participation aux manifestations organisées ce jour. Dans l'Allier, l'intersyndicale CGT, FO, FSU et Solidaires appelle à la grève et à participer aux trois manifestations qui se tiendront respectivement, à partir de 10h30, sur les trois bassins d'emplois Montluçon, Moulins et Vichy.

Le CCN de la CGT appelle à la tenue d'Assemblées Générales de salarié(e)s dans toutes les entreprises pour décider des modalités d'actions de grève et de

reconduction d'un mouvement qui s'inscrit dans la durée pour gagner le progrès social. Une intersyndicale nationale se tiendra le 06 décembre 2019.

Le 07 décembre 2019, le CCN de la CGT insiste sur la nécessité de participer à la manifestation nationale, ainsi qu'à toutes les initiatives locales en territoires, contre le chômage, la précarité et pour une reconquête de la Sécurité Sociale.

Gisèle Bascoulergue

AGENDA

12 mars 2020 : Congrès UL Montluçon/Commentry

17 mars 2020 (à confirmer) : Congrès USR

16 et 17 avril 2020 : Congrès UL Moulins

19 novembre 2020 : Congrès UL Vichy

CE de l'UD en 2020 :

(sous réserve de l'actualité)

- **Jeudi 30 janvier**
- **Jeudi 19 mars**
- **Jeudi 23 avril**
- **Jeudi 11 juin**
- **Jeudi 10 septembre CE/AG**
- **Jeudi 22 octobre**
- **Jeudi 3 décembre**

14 janvier 2020

Tribunal de Montluçon, Rassemblement solidaire pour la citation à comparaître du SG de l'UD, Laurent Indrusiak

L'HEURE DE LA « RETRAITE » A SONNÉ !

Avec la réforme à point de Macron, une certitude, nous serons toutes et tous perdants ! La CGT a décidé d'engager un processus de mobilisation afin de mettre l'ensemble des salariés en mouvement. Avec une volonté de s'engager pour gagner, donc pas une date pour une date, un slogan pour se faire plaisir, mais bien le lancement d'un processus d'action pour aller à la gagne !

La journée du 5 décembre, décidée depuis plusieurs semaines, nous a permis de mettre en perspective une journée d'action. Nous avons décidé, dans notre département, de mettre à profit les semaines qui la précédaient pour convaincre les travailleuses et travailleurs, et plus largement l'ensemble de la population, que le seul moyen d'empêcher le gouvernement de passer sa contre-réforme est la mobilisation du plus grand nombre.

8 débats publics, dans les 3 villes les plus importantes du département et aussi dans des petites et très petites communes du département.

- Le 16 octobre à Montluçon (50 participants)
- Le 28 octobre à Saint-Menoux (25 participants)
- Le 12 novembre à Vichy (20 participants)
- Le 21 novembre à Moulins (débat Public unitaire CGT, FO, FSU, Solidaires), une vraie réussite avec approximativement 200 participants.

Au moment de l'écriture de l'article, il nous reste 4 débats à tenir :

- Le 27 novembre à Gipy
- Le 28 novembre à Commentry
- Huriel (date à confirmer)
- Cosne d'Allier (date à confirmer)

Pour organiser les débats, nous avons lancé une campagne d'affichage (merci à l'UD de la Manche qui nous a mis à disposition son modèle d'affiche) et nous avons élaboré des flyers.

Pour aider à la tenue des débats, nous nous sommes appuyés sur 2 diaporamas :

- 1er diaporama sur la base de celui mis à disposition aux organisations où nous avons ajouté quelques animations, ce qui permet lors de la diffusion de faire réagir les participants sur certains éléments.
- 2ème diaporama que nous avons réalisé à partir de la note confédérale « éléments de langage »,

afin d'engager un jeu de question/réponse avec le public.

A noter : nous avons invité les députées LREM du département à venir débattre avec nous, contradictoirement, projet contre projet, face aux militants de la CGT, et plus largement avec la population.

Les deux députées LREM de l'Allier, Laurence Vanceunebrock-Mialon de la 2^e circonscription de l'Allier sur Montluçon, et Bénédicte Peyrol de la 3^e circonscription de l'Allier sur Vichy, ont décliné l'invitation de la CGT, le 16 octobre à Montluçon et le 12 novembre à Vichy. Certainement que

taine de débats. A ce jour, à peine une dizaine sont programmés. Il est plus facile de voter dans le confort de l'Assemblée Nationale des lois de régressions sociales, que venir se confronter aux militants de la CGT dans les territoires.

Toutes ces initiatives pour préparer le 5 décembre !

Pour notre département, nous avons un appel unitaire avec la CGT, FO, FSU, Solidaires.

Nous avons décidé de 3 manifestations, à 10h30, dans le département :

- Montluçon, place Jean Dormoy ;
- Moulins, place de la Liberté ;
- Vichy, place de La Poste.

Pour autant, la priorité doit être de gagner à ce que les salariés soient en grève sur leur lieu de travail, en organisant des Assemblées Générales et des piquets de grève devant les entreprises et les services pour ensuite converger en manifestation.

Nous proposons aussi des Assemblées Générales sur les bassins d'emploi organisées par différentes professions afin que, dès le 5 décembre après-midi, il soit fait un bilan de la journée et pour envisager les suites à donner.

Notre organisation, à travers son CCN réuni les 5 et 6 novembre, a appelé à poursuivre la construction de l'action par la tenue d'Assemblées Générales dans les entreprises, les services publics et les administrations, pour que les salarié-e-s et agent-e-s décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité des modalités des actions, de la grève, de sa reconduction pour un mouvement qui s'inscrit dans la durée afin de gagner le progrès social.

Laurent Indrusiak



Journée d'étude Vichy

Le processus engagé dans le cadre de la bataille des retraites.

La CE de l'UD a décidé de mettre en place plusieurs initiatives de formations et de débats publics. A ce jour, 11 initiatives ont été décidées et en partie réalisées.

3 demi-journées d'études pour les militants :

- Le 16 octobre sur l'UL de Moulins, il y a eu 33 participants ; cette matinée d'étude a été animée par Catherine Perret.
- Le 16 octobre sur l'UL de Montluçon, il y a eu 20 participants ; cet après-midi d'étude a été animé par Catherine Perret.
- Le 12 novembre sur l'UL de Vichy, près de 30 participants sur l'après-midi d'étude ; celle-ci a été animée par Laurent Indrusiak.



Débat public Moulins

les élus de la majorité sont en difficulté pour venir « vendre » la réforme des retraites à points de Macron.

Le gouvernement avait pourtant annoncé que les député(e)s de la majorité allaient organiser une cen-



Activité 2019 INDECOSA CGT Allier

Le 15 novembre dernier, se tenait, dans les locaux de l'Union Départementale, l'Assemblée Générale de l'association INDECOSA 03 (INformation DEFense des CONSOMMATEURS SALariés). Cette année, INDECOSA 03 a traité 17 dossiers sur Montluçon, 6 sur Vichy et 8 sur Moulins. Sans définir les actions de chaque antenne, nous retrouvons souvent les mêmes champs d'intervention traités dans tout le département.

En marge

- Nous nous sommes fait connaître pendant les formations dispensées par la CGT à l'UD et à l'UL de Montluçon (explications sur la motivation de l'association et distributions de flyers et cartes).
- Nous avons participé au Congrès CGT de l'hôpital de Vichy, le jeudi 23 Mai 2019.
- Nous avons participé au Forum des Associations les 28 et 29 septembre 2019 au Centre ATHANOR à Montluçon (un forum qui a lieu tous les deux ans). Encore un pas de plus pour la reconnaissance de l'association ! Nous y serons à nouveau en 2021.
- Notre participation au Congrès de l'UL de Moulins, les 16 et 17 Avril 2020, est actée.



Assemblée Générale 2019

Ce que nous souhaitons pour 2020

- Participer à des formations, si possible dans les domaines juridiques et bancaires (formations envisagées un temps par le Centre Technique Régional de la Consommation AURA, mais sans aboutissement).
- Nous avons deux prétendantes pour un stage AGIR (le premier stage qui arme les nouveaux bénévoles INDECOSA).
- Faire connaître et reconnaître notre association au plus grand nombre.

En général

Nous avons des dossiers difficiles qui se résolvent petit à petit. Un

en particulier a fait l'objet d'une alerte en forme d'affiche envoyée par mail dans toutes les associations INDECOSA de France (des assurances peu scrupuleuses qui pratiquent « l'abus de faiblesse »).

A l'issue de notre Assemblée Générale de novembre, comme chaque année, nous recevons, de 15h00 à 17h00, les personnes qui désirent s'impliquer dans l'association (une affiche est envoyée par mail dans tous les syndicats et UL de l'Allier).

Organisation

A l'issue de notre assemblée générale, l'association a validé à l'unanimité l'élection de la nouvelle Présidente en la personne de Colette POUENAT, et la venue d'un nouveau renfort

(membre actif) en la personne de Florence COLOTTE.

Nous leur souhaitons bon courage et de la réussite dans leurs nouvelles fonctions.

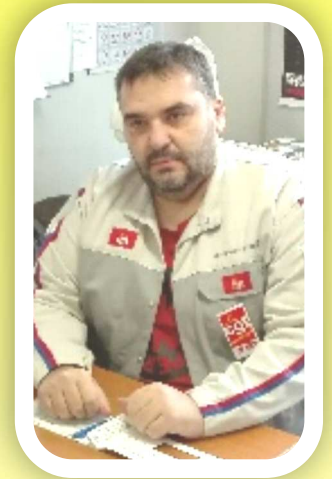
Nous essayons d'être, vis-à-vis du plus grand nombre, une solution à la complexité de leurs problèmes. Nous sommes sur la bonne voie et nous y arrivons parfois.

Philippe DUBOISSET

Se former pour animer

Du 25 au 27 septembre se tenait la 1ère édition du stage : « Animer un syndicat », réalisé par l'Union Départementale. Comment mieux appréhender les responsabilités de 1er animateur ? Les problématiques de gestion d'un syndicat ne sont pas à l'identique en fonction de la taille et de l'implantation géographique.

José Grijo, secrétaire général CGT à Peugeot-sept-Fons (Dompierre-sur-Besbre) connaît bien cette situation et a accepté de répondre à nos questions.



Echo-Flash : alors, après ce stage, heureux ?

José Grijo : Oui, ces trois jours ont été très bénéfiques. J'étais arrivé avec beaucoup d'interrogations et j'en suis ressorti avec beaucoup de certitudes. C'est une formation de qualité. Le seul petit bémol, évoqué lors du stage : certains points sont plus adaptés aux grosses structures qu'aux petits syndicats.

EF : quels problèmes cela posent-ils dans l'animation d'un syndicat de taille modérée et excentré de structures interpro et pro ?

J.G. : On se sent parfois un peu coupé du monde. Chacun au sein du syndicat doit redoubler d'efforts pour mener à bien nos actions, mais l'implication et la motivation de tous facilitent grandement les choses. Le meilleur exemple en est la belle progression enregistrée aux dernières élections.

EF : d'après toi, quels seraient les bons outils pour faciliter ton rôle d'animateur du syndicat ?

J.G. : C'est difficile de répondre ! Ceux mis à notre disposition dans la formation sont déjà conséquents. L'expérience est un facteur important. Je pense que le stage communication peut être un bon complément.

Propos recueillis par J-P Pradel

GAMME INDIVIDUELLE

- TNS - ENTREPRISE - AGENTS TERRITORIAUX - IARD

Avec vous,
à chaque instant



Engagée pour votre santé

• Vichy

30 bd. Gambetta
03207 Vichy Cedex

• Montluçon

73 av. de la République
03100 Montluçon

• Moulins

87 rue d'Allier
03000 Moulins

• Clermont-Ferrand

16 rue Saint Genès
63000 Clermont-Ferrand

www.mutuale.fr

JOINDRE UN CONSEILLER

02 54 56 41 41



Mutuale
La Mutuelle Familiale
Section Auvergne

Régie par le code de la mutualité soumise aux dispositions du livre II de ce même code et immatriculée à l'INSEE sous le numéro 775 369 887

Un large choix pour se former dans l'Allier

Le programme départemental de formation syndicale 2020 pour l'Allier est à la fois ambitieux et varié. Il est organisé en collaboration entre les UL et l'UD par le biais du collectif de formation du département.

Une répartition bien rodée

Les UL organisent principalement les journées d'accueil et le niveau 1 avec des modules complémentaires. Les stages départementaux sont placés sous la responsabilité de l'UD. Ils visent à accroître les connaissances générales tel que le 2ème niveau, faciliter la compréhension et l'accès à un domaine d'activité : « Communication », « Animer un syndicat », « Comité Sociale et Economique » ... Mais encore, ils visent à faciliter l'exercice des mandats, de responsabilités telles que « Conseiller du salarié », « Conseiller prud'homme » « P.A.P du CSE »...

Le processus dans la formation générale précise qu'il faut avoir fait les stages d'accueil pour accéder au 1er niveau. Après le niveau 1, le syndiqué peut accéder au 2ème niveau ou à des modules tel que communication...

Vous trouverez, ci-après, les détails des formations proposées, leurs dates, le public ciblé et les contenus.

Les lieux de formation

Ils ne sont pas identiques pour chaque initiative et sont fonction de multiples facteurs : nombre de stagiaires et leur localisation géographique, durée du stage, capacités techniques, disponibilités, capacités de restaurations, stage départemental ou local, etc...

Il est nécessaire de se renseigner au moment de l'inscription sur le lieu retenu.

En complément

De nombreuses autres initiatives sont organisées « au fil de l'eau ». Elles sont souvent fonction de l'actualité et des opportunités liées à la présence experte d'intervenants qualifiés sur notre département. Il s'agit de journées d'études, de conférences ou encore de débats pu-

blics. Informez-vous régulièrement des initiatives en cours de réalisation. tions, l'ordonnement de la société, l'histoire du syndicalisme et de la CGT et sa structuration actuelle.

Quels contenus ?

Pour les UL :

Stage d'accueil

Première étape de la formation générale, il est réalisé par les Unions Locales et s'adresse aux nouveaux adhérents et syndicats nouvellement créés. Il permet de mieux connaître la « maison CGT », et de donner une image fidèle de la structuration de notre organisation et ses principes de fonctionnement. Durée : 1 journée.

Stage 1er niveau

Durée du stage : 5 jours. Public concerné : les élu(e)s, mandaté(e)s et plus largement tous les syndiqué(e)s.

Ce stage permet d'aborder l'étude du salariat, la construction des revendica-

L'Union Locale de Moulins organise également :

Une journée d'étude sur l'histoire du syndicalisme :

Ce stage développe l'histoire du mouvement ouvrier et syndical. Il aborde également la création des syndicats et l'historique des luttes jusqu'à aujourd'hui.



Stage « animer un syndicat + conduite de réunion »

L'Union Locale de Montluçon organise également :**Un stage Santé et Travail :**

Il traite des enjeux et droits liés à la sécurité et à la santé des salariés, à l'organisation du travail. Il met en lumière les moyens d'actions et les capacités d'agir pour l'amélioration des conditions de travail.

Les Négociations Annuelles Obligatoires :

Cette formation aborde l'ensemble des thèmes liés à l'appellation générique de NAO tels que les salaires, la formation professionnelle, l'égalité H/F, la durée et l'organisation du travail, l'épargne salariale et les accords de prévoyance collective. Sont également étudiés les moyens d'aboutir à la signature d'un accord NAO dans l'entreprise.

Initiation au droit

Comme son nom l'indique, il s'agit de donner quelques bases essentielles sur la compréhension du droit et la façon dont celui-ci est porté au travers de la démarche syndicale. Apprentissage de l'utilisation du Code du Travail.

CSE (prise de mandat pour les -300 salariés)

Dans le cadre de la mise en place des CSE dans les entreprises de moins de 300 salariés, le but est de permettre aux élus d'avoir les moyens d'exercer au mieux leur mandat. Quelles sont leurs missions, les principales, les supplétives ? Connaître les articles du Code du Travail en relation avec le mandat tout en trouvant la bonne articulation avec les revendications.

Pour l'UD**Stage 2ème niveau**

Durée du stage : 10 jours (2 x 5 jours séparés). Public concerné : tout public

ayant réalisé le niveau 1. Vivement conseillé aux responsables de syndicats et dirigeants des structures UL, UD, USD, CSD, etc... ainsi qu'aux élus et mandatés en entreprise ou en territoire. Ce stage approfondit les thèmes abordés lors du 1er niveau.

Nota : les militants qui souhaitent s'engager dans cette formation doivent impérativement participer aux deux semaines de formation (1ère et 2ème parties)

Communication

Durée du stage : 5 jours. Public concerné : responsables de syndicats et militants chargés des questions de communication, militants des structures. Il est préférable d'avoir effectué le niveau 1 pour accéder à cette formation.

Ce stage permet de mieux cerner les enjeux de l'information et de la communication, d'appréhender les nouvelles technologies et les mettre au service de l'organisation syndicale. Il permet, en outre, de connaître les mécanismes de rédaction d'un tract, les modes préparatoires à la réalisation d'une interview...

Mise en place Comité Sociale et Economique (C.S.E) :

Durée du stage : 5 jours. Public ciblé : les militants des entreprises privées assurant des fonctions d'élus titulaires ou suppléants. Permet d'appréhender le rôle des élus au CSE, sa mise en place, le règlement intérieur, les réunions, les ordres du jour, le volet CHSCT inclus dans l'instance, la commission CSSCT, etc...

Renforcer la CGT, des principes et des actes :

Cette formation s'inscrit dans le projet pédagogique de la Cgt, à savoir : équiper les militants pour agir, en l'occurrence sur les questions pratiques du renforcement.

Ce stage est conçu pour accompagner des militants chargés, par leur organisation (syndicat, UL, UD, fédérations, etc..), d'aller au contact des salariés dans le cadre de plans ou de projets de syndicalisation.

La journée CGT/CARSAT de prévention santé au travail

Journée d'étude traditionnellement attendue et organisée début juillet dans le centre du département. Chaque année, elle accueille une large participation d'une centaine de militants et militantes. Elle traite les grands enjeux liés à la prévention de la santé au travail avec le concours de personnalités ou de militants qualifiés en fonction de la thématique retenue. Le thème et la date sont généralement définis par la direction de l'UD en mai/juin.

Organisée par l'Union Départementale, le 2 juillet 2020.

Animer un syndicat + conduite de réunion

Durée du stage : 3 jours. Il s'agit d'une nouvelle formation qui vise à aider les premiers responsables de nos syndicats dans leur rôle d'animation. Les aider à mieux cerner leurs responsabilités, à impulser et organiser le travail collectif et élaborer des plans de travail.

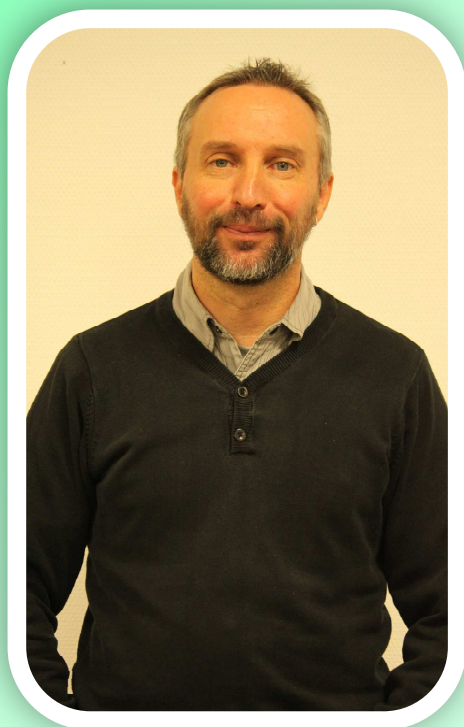
Stage PRUDIS :

Durée du stage : 5 jours. Public concerné : conseillers prud'hommes, les nouveaux comme les anciens. Cette formation est la session 3 intitulée « La méthode d'analyse juridique ».

Organisé par l'Union Départementale, date à venir.

Hicham Rady

Une responsabilité accrue



Laurent Indrusiak, 49 ans, Secrétaire Général de notre Union Départementale, a été élu membre de la direction confédérale (CEC) lors du 52^{ème} congrès de la CGT en mai dernier. Cette nouvelle responsabilité appelle-t-elle de nouveaux modes organisationnels au sein de l'UD ? Rien n'est moins sûr. Laurent nous livre son point de vue sur son mode de fonctionnement.

Echo-Flash : En quoi consiste le mandat d'un membre de la CEC lambda et quelle disponibilité requière-t-il ?

Laurent Indrusiak : La CEC est élue par le Congrès. Elle assure la direction de la CGT et la conduite de l'action confédérale dans le cadre des orientations décidées en congrès. Cela revient à dire qu'être membre de la CEC c'est être, à part entière, à la direction de la CGT. C'est participer activement aux débats, donner son avis sur tous les sujets emportant la responsabilité du syndicalisme. C'est aussi représenter la direction confédérale dans de nombreuses instances institutionnelles comme dans les différentes organisations de la CGT. Le temps à consacrer pour ce mandat est assez important. Il est demandé à chaque membre de s'investir entre un tiers et un mi-temps.

EF : Quelles tâches et responsabilités t'ont-elles été confiées et comment entends-tu les mener ?

L.I. : Il m'a été demandé de travailler sur trois sujets : la syndicalisation, la vie syndicale et l'état d'organisation. Je

ne suis pas seul, puisque nous sommes trois membres de la CEC à copiloter ce travail et, au vu des enjeux qu'ils représentent et du travail en conséquence, nous ne sommes pas de trop. Ces trois sujets sont, en vérité, intimement liés et doivent être travaillés de façon transversale.

Nous avons décidé d'organiser notre travail en mettant en place un collectif, ouvert à l'ensemble des organisations du CCN (UD et FD). Aujourd'hui, notre collectif est composé de 19 membres. Là aussi, ce n'est pas de trop. Pour l'instant, après 2 réunions, nous avons défini ensemble une feuille de route et fixé nos priorités. Nous allons, dans les semaines qui viennent, pouvoir développer de façon concrète les premières décisions. Une de nos priorités, c'est de travailler à la syndicalisation et nous proposerons très rapidement le lancement d'une grande campagne de renforcement de la CGT.

EF : Comment penses-tu pouvoir conjuguer tes nouvelles responsabilités avec ton mandat de 1er responsable de l'UD ?

L.I. : Aujourd'hui encore, j'ai besoin de mieux identifier le travail au niveau

confédéral, mais les 6 premiers mois m'ont déjà permis de prendre mes marques. Il est vrai que mes semaines qui étaient déjà bien remplies le sont encore un peu plus, mais il serait inexact de dire que lorsque je ne suis pas à l'UD, le travail s'arrête. Les camarades du bureau, et plus précisément les quelques camarades qui ont du temps de décharge pour être à l'UD, prennent le relais et gèrent les affaires courantes. Quand il y a besoin, je reste toujours joignable. En ce sens, les nouveaux outils de communication facilitent grandement l'affaire.

Même s'il est vrai que mon emploi du temps est bien chargé, je pense que c'est aussi un avantage que d'être 1er dirigeant d'une UD et être membre de la CEC. Cela permet d'avoir une vision très précise du travail qui est fait dans les territoires et de faire remonter cela au niveau national.

Propos recueillis par J-P Pradel